

L'économie canadienne : rétrospective (1980) et perspectives (1981)

André Marsan

Volume 49, Number 1, 1981

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1104109ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1104109ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

HEC Montréal

ISSN

0004-6027 (print)

2817-3465 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Marsan, A. (1981). L'économie canadienne : rétrospective (1980) et perspectives (1981). *Assurances*, 49(1), 1–12. <https://doi.org/10.7202/1104109ar>

Article abstract

The author reviews economic conditions in Canada during 1980 and prospective results in 1981 through stagflation, inflation and moderate expansion.

ASSURANCES

Revue trimestrielle consacrée à l'étude théorique et pratique
de l'assurance au Canada

Les articles signés n'engagent que leurs auteurs.

Prix au Canada:

L'abonnement: \$15

Le numéro: \$ 4

À l'étranger

l'abonnement: \$18

Membres du comité:

Gérard Parizeau, Pierre Choulnard,

Gérald Laberge, Lucien Bergeron,

Maurice Jodoin, Angus Ross,

Monique Dumont, Monique Boissonnault,

Denise Dussault et Rémi Moreau

Administration:

410, rue St-Nicolas

Montréal, Québec

H2Y 2R1

Secrétaire de la rédaction:

Me Rémi Moreau

Secrétaire de l'administration:

Mme Monique Boissonnault

49^e année

Montréal, Avril 1981

N^o 1

L'économie canadienne: rétrospective (1980) et perspectives (1981)

par

ANDRÉ MARSAN (1)

The author reviews economic conditions in Canada during 1980 and prospective results in 1981 through stagflation, inflation and moderate expansion.

I — Introduction: la stagflation

Le taux d'inflation ne cesse de s'accélérer au Canada, même si la croissance économique, à toutes fins pratiques, stagne depuis dix-huit mois. La relation traditionnelle entre l'inflation et la croissance semble bel et bien renversée: l'absence de croissance ne ralentit plus l'ascension des prix. Il semble plutôt que ce soit l'accélération relative des prix qui provoque la récession. En effet, le revenu disponible des consommateurs (en gros, les salaires après impôt) procure un pouvoir d'achat diminué aussi longtemps que les prix augmentent plus rapidement que le revenu disponible.

(1)M. Marsan est vice-président de Bolton, Tremblay Inc.

ASSURANCES

La part du consommateur représente environ 58% du produit national brut canadien. Il est illusoire d'espérer une croissance de l'économie canadienne ainsi qu'une certaine amélioration du standard de vie des Canadiens aussi longtemps que le salaire réel n'augmentera pas.

L'économie canadienne souffre de stagflation chronique. Afin d'évaluer les chances de guérison au cours des prochaines années, il faut bien saisir les causes du malaise. Dans ce contexte, voici les quatre principaux facteurs d'inflation depuis quelques années.

2

1 — La baisse effarante de la productivité qui crée des pressions sur les coûts de production. (2)



Dans le secteur des services, ces coûts se transposent habituellement en une hausse équivalente du prix de ces services, car les marges de bénéfices demeurent constantes. Dans le secteur des biens, une proportion croissante de ces derniers provient d'oligopoles qui exercent un contrôle assez serré sur leurs prix et leurs marges. C'est d'ailleurs une des bonnes raisons pour laquelle la faiblesse de l'ac-

(2) Datés de décembre 1980, les graphiques sont l'oeuvre de la maison Bolton-Tremblay.

tivité économique, au cours des différents cycles économiques, a de moins en moins d'impact sur les prix et sur l'inflation.

- 2 — La hausse du prix de l'énergie a sensiblement diminué le niveau de vie des populations, non seulement au Canada, mais aussi dans tous les pays industrialisés. En effet, quand la facture du chauffage et du transport routier augmente de \$500, cela équivaut à une taxe additionnelle et devient ni plus, ni moins un transfert de richesse vers les pays exportateurs de pétrole. Le citoyen canadien qui paye plus cher pour son énergie a d'autant moins de fonds pour consommer les autres biens et services. Voilà vraiment une des causes principales et immédiates de la stagflation qui afflige notre pays.

3

Au Canada, nous avons encore beaucoup de rattrapage à effectuer par rapport au prix mondial du pétrole. Il est assuré que le coût du pétrole canadien augmentera à des taux de 25% et plus au cours des trois prochaines années. Le pouvoir d'achat des Canadiens en souffrira d'autant.

- 3 — La baisse du dollar canadien par rapport au dollar américain peut certes rendre nos produits plus concurrentiels sur le marché international. Cependant, il en résulte une augmentation du prix des produits importés. Or, comme les importations comptent pour 32% de la demande intérieure finale, il ne fait aucun doute que la baisse de 20% de la valeur de notre monnaie a eu un impact de près de 7% de plus sur l'indice des prix à la consommation, soit un peu plus de 1% par année.

Nous ne sommes ni optimistes, ni pessimistes quant à la valeur de notre monnaie, mais nous ne croyons pas que ce facteur ait, dans les prochaines années, autant d'impact qu'il en a eu depuis 1977.

- 4 — Le problème constitutionnel est aussi à l'origine de la stagflation au Canada. Il prend la forme d'une lutte pour le pouvoir entre les provinces et le Fédéral, entre les entreprises canadiennes et les gouvernements, entre le Fédéral et les sociétés canadiennes sous contrôle étranger. Ces heurts politiques favorisent le

socialisme d'état, la bureaucratie, les contrôles gouvernementaux, les dédoublements de responsabilités, ainsi que tout autre forme d'intervention publique indue qui décourage les initiatives, les risques calculés, l'esprit d'entreprise et la productivité.

Hélas ! À ce point de vue, la situation semble s'aggraver plus que s'améliorer. Nous ne voyons pas de lueur au bout du tunnel.

4

II — La consommation

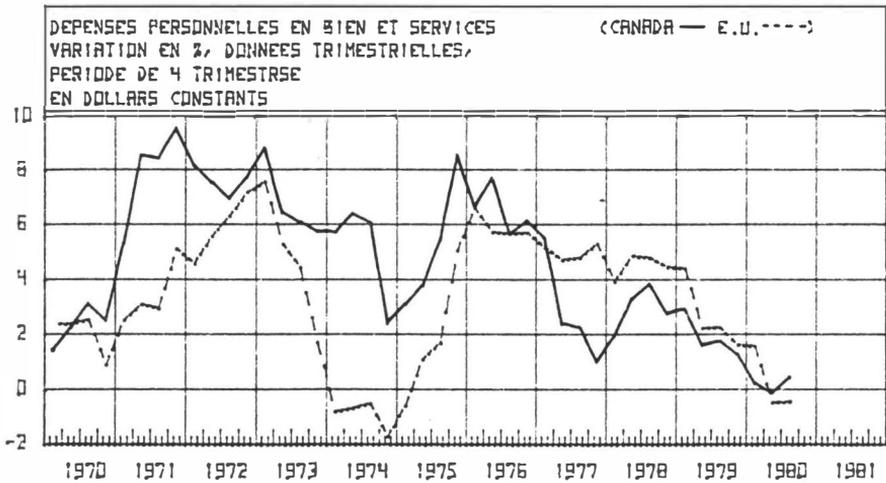
Les dépenses réelles de consommation ont enregistré une croissance annuelle de 6.2%, au troisième trimestre de 1980. Ce sont les ventes de biens durables (les automobiles en particulier) qui viennent en tête, avec une augmentation annuelle de 24%. Comme les ventes des biens durables sont influencées par les coûts de financement, il est évident que les dernières hausses des taux d'intérêt auront pour effet de ralentir ce type de dépenses.

Un autre facteur a aussi favorisé les dépenses de consommation pendant le troisième trimestre : le déficit des provinces qui, sauf pour l'Alberta, a augmenté de deux milliards de dollars. Comme la plus grande partie de cette croissance de déficit est due à une augmentation des transferts aux particuliers, l'apport de revenu additionnel a eu un effet positif sur les dépenses à la consommation.

Ainsi, les consommateurs devraient graduellement accroître leur rythme d'achat au deuxième semestre de 1981. Initialement, la reprise ne sera pas très importante car, même si les salaires des travailleurs augmentent plus fortement l'année prochaine, la hausse du prix des aliments (probablement de 15% en 1981) et de l'énergie (20%) aura tendance à gruger la plus grande partie de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés.

La création d'emplois devrait être très négligeable en 1981, de sorte que le revenu personnel disponible réel devrait augmenter d'à peine un pour cent.

ASSURANCES



5

III — La construction résidentielle

Il existe, au Canada, une forte demande latente pour de nouveaux logements. Cependant, les taux d'intérêt se sont maintenus durant presque toute l'année à des niveaux trop élevés pour permettre une hausse des mises en chantier. C'est seulement au début de l'été 1980, lorsque les taux hypothécaires ont atteint 12%, que l'on a pu sentir l'amorce d'une reprise de la construction au Canada. À des taux d'intérêt de 15%, non seulement le paiement mensuel devient trop élevé, mais il faut que le prix des maisons double à tous les 5 ans pour qu'un propriétaire conserve son capital. Il est donc clair que le dernier niveau des taux d'intérêt repoussera de nouveau, et ce probablement jusqu'à l'été de 1981, l'éventualité d'une reprise dans ce secteur.

IV — Les dépenses d'investissement des entreprises

Malgré le fait que les bénéfices des entreprises se soient maintenus à des niveaux élevés durant toute l'année et que les fonds soient demeurés largement disponibles sur les marchés financiers, les dépenses d'immobilisation des entreprises continuent de ralentir.

Ceci s'explique par le fait que les entreprises n'utilisent pas actuellement toute la capacité de production disponible. Le taux d'utilisation dans les industries manufacturières est tombé de presque 85% qu'il était au milieu de 1979 à 79% au deuxième trimestre de 1980. Ceci représente le taux d'utilisation le plus bas depuis 1975.

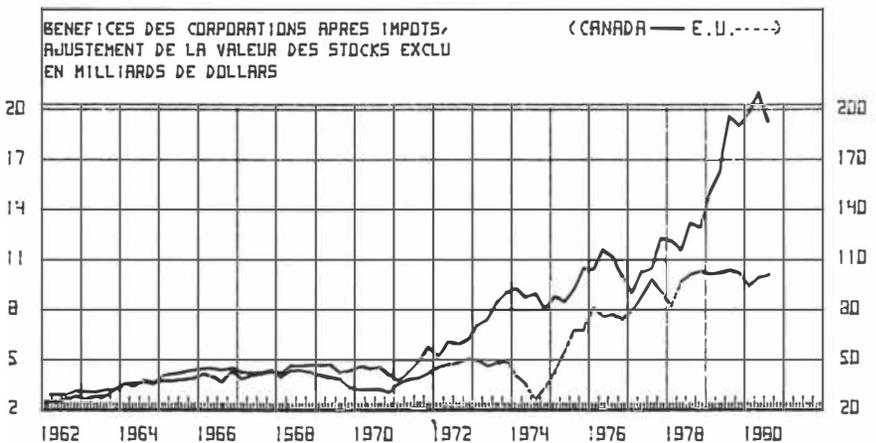
6

Dans le secteur énergétique, secteur qui représente 45% du total des dépenses d'investissement des entreprises, les perspectives sont moins intéressantes qu'elles ne l'étaient, il y a quelques mois. Depuis la publication du programme énergétique national du gouvernement fédéral à la fin d'octobre, plusieurs entreprises ont annoncé qu'elles avaient décidé de couper leurs programmes d'investissement. Le gouvernement fédéral et la province de l'Alberta ne s'entendent même pas sur une politique commune quant au prix du pétrole et quant au partage des revenus provenant de cette source.

Pour l'ensemble de l'année, une hausse des dépenses d'investissement de l'ordre de 1%, en termes réels, est prévue. Cela représente une décélération importante si l'on considère que ces dépenses ont augmenté d'environ 7% en 1980.

V — Les bénéfiques des entreprises

Les hausses très importantes des prix des matières ont permis aux entreprises d'élargir leurs marges bénéficiaires pour compenser la baisse du volume des ventes.



VI — La main-d'oeuvre

La demande de main-d'oeuvre qualifiée a été ferme dernièrement et les travailleurs en profitent pour négocier des hausses de salaires qui leur permettront de maintenir le plus possible leur pouvoir d'achat. Les dernières données disponibles montrent à ce sujet une amélioration substantielle des rémunérations accordées lors du renouvellement des grandes conventions collectives.

En voici quelques exemples qui ont trait aux hausses de salaires négociées, dans le secteur commercial, sans indemnité de vie chère :

| | |
|---------------------------------|-------|
| 1979 — 3 ^e trimestre | 9.9% |
| 4 ^e trimestre | 10.5% |
| | |
| 1980 — 1 ^e trimestre | 10.2% |
| 2 ^e trimestre | 10.8% |
| 3 ^e trimestre | 12.1% |

Même si le dollar canadien devait demeurer à un niveau relativement bas (entre 83 et 86 cents EU), les perspectives des marchés d'exportation se sont détériorées récemment. À cause d'une croissance économique lente aux États-Unis et d'une récession en Europe et au Japon, les industries exportatrices vont éprouver de plus en plus de difficulté à maintenir leurs bénéfices au niveau actuel. Pour 1981, une baisse de l'ordre de 5% des bénéfices après-impôt peut être envisagée, la plus grande partie de cette baisse ayant lieu au premier semestre.

VII — La politique fiscale

Contrairement à ce qu'il avait laissé entendre, le ministre des Finances fédéral a maintenu l'indexation de l'exemption de base de l'impôt des particuliers. On peut donc prévoir une hausse modérée des dépenses réelles de consommation l'année prochaine. De façon à empêcher le déficit fédéral d'atteindre des proportions catastrophiques, le gouvernement fédéral a choisi de taxer les ressources énergétiques, soit le pétrole et le gaz.

ASSURANCES

Deux nouvelles taxes ont donc été introduites, avec les prévisions suivantes:

taxe sur le gaz naturel: 1.3 milliard de dollars en 1981-82

taxe de 8% sur les recettes nettes pétrolières et gazières: 1.4 milliard de dollars en 1981-82.

8 Malgré ces taxes totalisant 2.7 milliards de dollars, soit près de 6% des recettes totales en 1981-82, le déficit budgétaire du gouvernement canadien baissera à peine de 400 millions l'an prochain. Le tableau suivant montre l'évolution du déficit budgétaire de 1978 à 1984 selon la structure fiscale actuelle.

Déficit budgétaire du gouvernement fédéral

| | |
|---------|------------------|
| 1978-79 | \$12.2 milliards |
| 1979-80 | 11.4 |
| 1980-81 | 14.1 |
| 1981-82 | 13.7 |
| 1982-83 | 12.1 |
| 1983-84 | 11.8 |

Il est donc clair que la politique fiscale canadienne demeurera expansionniste au cours des prochaines années.

VIII — La politique monétaire

À la suite d'une politique nettement expansionniste, durant l'été, la Banque du Canada a adopté une politique restrictive à partir du mois de septembre. L'évolution de la masse monétaire au sens strict du terme, (M_1), illustre bien les différents changements de politique de la Banque en 1980.

Masse monétaire (M_1)

Taux de changement annualisés —
période de 3 mois se terminant en

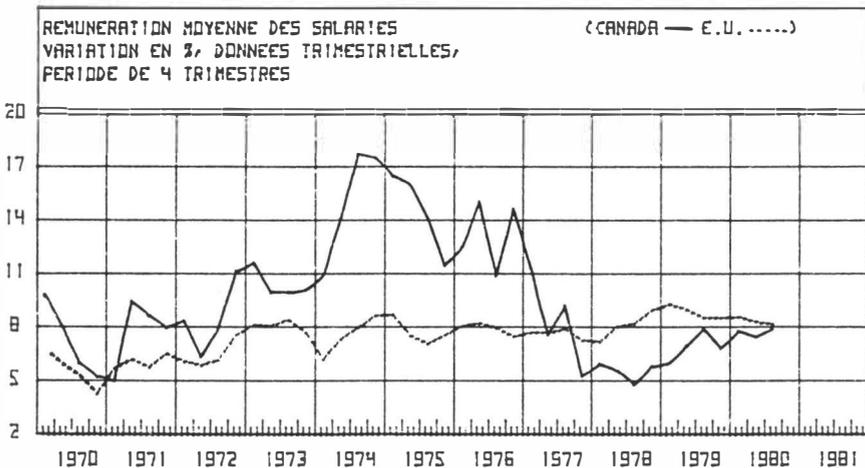
| | |
|----------------|--------|
| Mars 1980 | 13.6% |
| Juin 1980 | - 9.5% |
| Septembre 1980 | 25.7% |
| Décembre 1980 | 5.2% |

À deux reprises en 1980, la Banque du Canada a été forcée d'adopter une politique restrictive à cause d'une flambée des taux d'intérêt aux États-Unis. Durant ces deux périodes, la Banque a quand même maintenu les taux d'intérêt à court terme au Canada à des niveaux inférieurs à ceux qui prévalaient aux États-Unis, de façon à minimiser l'impact défavorable que des taux d'intérêt élevés ont sur l'économie canadienne.

Un examen des agrégats monétaires plus larges, tels que M₂ ou les prêts généraux, montre que, sauf pour quelques courtes périodes de politique plus restrictive, la Banque du Canada a maintenu une politique généralement accommodante, si bien que le crédit est toujours demeuré amplement disponible en dépit de taux d'intérêt fort élevés.

9

La croissance de la masse monétaire, au sens large du terme, est demeurée nettement supérieure au taux d'inflation depuis deux ans. Cela suggère que, malgré le contrôle serré qu'elle a exercé sur M₁, elle n'a pas vraiment poursuivi une politique anti-inflationniste. Ainsi, le taux d'inflation canadien a repris son souffle dernièrement, alors qu'en 1978 et 1979, il était demeuré stable, grâce aux salaires qui s'étaient maintenus à un niveau assez modéré. En fait, c'est la constatation de l'érosion du pouvoir d'achat, vers le milieu de 1979, qui a poussé les travailleurs à exiger des augmentations de salaire plus appréciables.



IX — Inflation

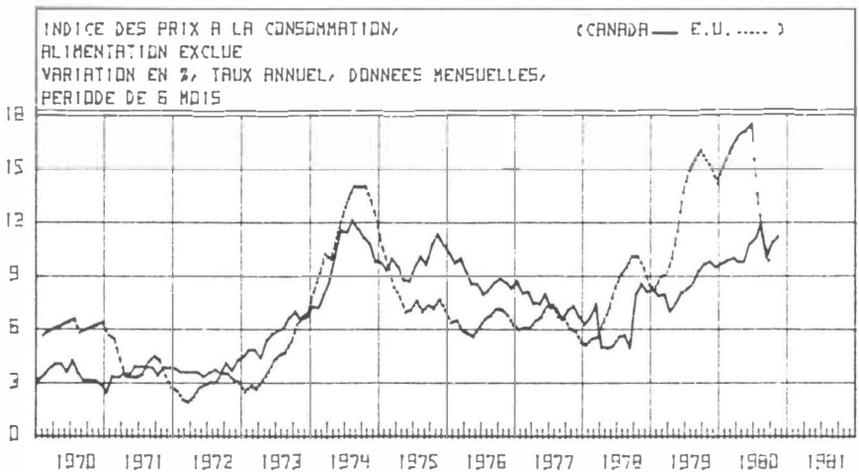
Le tableau suivant montre l'évolution prévue de certains indicateurs de l'inflation pour les années 1981 et 1982. On y constate la nette accélération des salaires dont nous avons fait mention précédemment. De plus, les prix des aliments et le coût de l'énergie afficheront des augmentations substantielles. Deux éléments viendront contrebalancer quelque peu ces facteurs défavorables : une légère amélioration de la productivité à mesure que la production industrielle reprendra et un ralentissement de l'inflation aux États-Unis.

10

Indicateurs de l'inflation
Taux de croissance annuelle

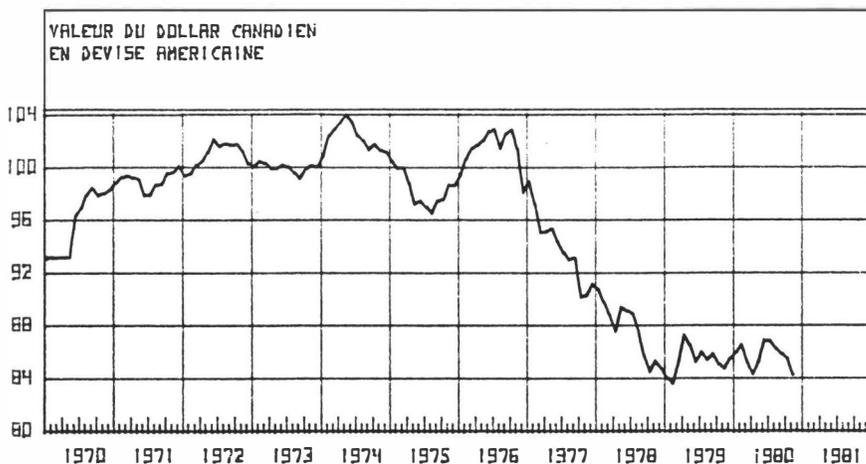
| | 1980 | 1981 | 1982 |
|-----------------------------------|-------|------|------|
| | % | % | % |
| Salaires moyens | 8.2 | 10.5 | 10.5 |
| Productivité | - 3.0 | — | 1.5 |
| Prix des aliments | 10.1 | 15.0 | 8.0 |
| Coût de l'énergie | 15.5 | 22.0 | 25.0 |
| Indice des prix à la consommation | 10.1 | 11.5 | 11.0 |

Nos prévisions pour 1982, reposent sur l'hypothèse d'une politique monétaire plutôt modérée en 1981 et sur un taux d'inflation, aux États-Unis, légèrement inférieur à 9%.



X — Commerce extérieur et dollar canadien

Malgré l'autosuffisance énergétique relative du Canada et son taux d'inflation inférieur à celui des États-Unis depuis deux ans, le dollar canadien vient de chuter à 82.71 cents É.-U., soit au niveau le plus bas depuis la dernière guerre mondiale.



Cette baisse s'est produite alors que la balance des paiements canadienne affichait une vigueur sans précédent, que le surplus au compte des marchandises atteignait un taux annuel de 8.3 milliards de dollars, soit le double de celui du troisième trimestre de 1979. La faiblesse d'une monnaie devant des statistiques fondamentales aussi favorables ne peut être attribuée qu'à une politique monétaire très expansionniste.

Un autre facteur est aussi venu accentuer la tendance récente du dollar canadien : la réaction défavorable, tant chez les investisseurs étrangers qu'au sein de l'industrie pétrolière canadienne, au programme énergétique national, dévoilé par le gouvernement fédéral à la fin d'octobre.

Au cours des prochains mois, le niveau du dollar canadien sera entièrement déterminé par l'évolution des taux d'intérêt aux États-Unis. Le dollar canadien demeurera faible tant que les taux d'intérêt

américains ne fléchiront pas. Comme une baisse assez importante des taux d'intérêt à court terme est prévue au cours des prochains mois, on peut s'attendre à un certain raffermissement du dollar canadien. D'autre part, il est peu probable qu'il se maintienne au-dessus de 85-86 cents É.U. durant la majeure partie de l'année prochaine, pour deux raisons principales :

12

- d'abord, la Banque du Canada adoptera une politique moins restrictive aussitôt que les taux d'intérêt commenceront à baisser,
- puis, une détérioration du surplus de la balance commerciale canadienne est à prévoir, vu que l'ensemble des pays industrialisés sera en récession durant le premier semestre de 1981.

Conclusion

L'économie canadienne a connu la stagflation en 1979 et 1980 et il est fort probable que le même scénario se répètera en 1981.

Par contre, dans quelques années, nous serons probablement plus proche du prix mondial du pétrole, la question constitutionnelle sera vraisemblablement moins incertaine et le dollar canadien pourra connaître des jours meilleurs. Si la Banque du Canada continue de poursuivre sa stratégie de décélérer graduellement la croissance des agrégats monétaires, nous pourrions assister à un milieu de décennie des plus intéressants. En somme, si le court terme ne nous enthousiasme pas, le moyen terme nous offre un Canada très prometteur.